

ramses 2022

SOUS LA DIRECTION DE THIERRY DE MONTBRIAL ET DOMINIQUE DAVID

ifri



AU-DELÀ DU COVID

- SORTIR DU COVID
- LA COURSE À LA PUISSANCE
- 30 ANS APRÈS LA CHUTE, L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

DUNOD

La France, vers la présidence de l'UE

Faire avancer l'Europe, et l'idée d'Europe

La présidence française du Conseil de l'Union européenne sera dominée par la relance post-Covid, la volonté d'affirmer une autonomie européenne dont la pandémie a éclairé les manques, et de renforcer l'idée européenne, au premier chef en France – peut-être avec l'aide de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Paris assurera la présidence du Conseil de l'Union européenne (UE) durant le premier semestre 2022. Il s'agit d'un moment rare, la dernière présidence française du Conseil de l'UE remontant à 2008, mais aussi d'un moment privilégié pour faire avancer l'agenda européen de la France, ainsi que l'idée d'Europe en France.

Pour autant, ce moment s'annonce d'emblée marqué par un agenda contraint : d'abord par la séquence politique européenne dans laquelle il s'inscrit, avec la mise en œuvre du plan de relance européen, et plus largement les enjeux liés à la reprise de l'activité économique au sortir de la pandémie de Covid-19 ; ensuite au regard de la situation politique intérieure, puisque cette présidence du Conseil de l'UE sera traversée par la campagne pour l'élection présidentielle française de mai 2022, et l'élection elle-même.

Un agenda volontariste : relance, puissance, appartenance

Ces trois mots clés ont été choisis comme une réponse aux défis que connaît l'Europe sur les plans sanitaire, environnemental, démocratique et sécuritaire. Ils ont pour corollaire les actions engagées par l'UE pour assurer sa transition numérique, atteindre les objectifs climatiques ambitieux qu'elle s'est fixés, conduire la réforme de la politique migratoire et des accords de Schengen qu'elle a promise, mais aussi renforcer l'Europe sociale.

La condition de la relance

La réussite de la relance s'impose comme un objectif essentiel, et au premier chef pour permettre aux économies européennes fortement affectées par la pandémie de renouer avec la croissance. Cette relance doit aussi être orientée vers de nouveaux besoins et vers les investissements correspondants, afin de réussir les transitions énergétique et numérique dans lesquelles l'UE s'est engagée, notamment au travers de la mise en œuvre des fonds prévus dans le cadre du plan

Next Generation EU. La relance, c'est le soutien à l'innovation et au développement des technologies d'avenir qui permettront à la France et à l'Europe de s'imposer dans la compétition technologique. En vue de sa présidence du Conseil, la France engage un chantier visant à faire émerger des champions européens du numérique. L'initiative, baptisée *Scale-up Europe*, regroupe 150 experts chargés de formuler des propositions dans quatre domaines : la formation, le financement, les technologies fondamentales et la collaboration entre *start-ups* et entreprises.

La relance est aussi un moyen de renforcer la confiance des citoyens envers l'Europe. Au sortir d'une crise sans précédent, la dimension sociale de l'UE est essentielle afin de démontrer qu'elle est au service de ses citoyens et qu'elle les protège et peut préserver leur avenir. L'UE doit montrer qu'elle accorde une place importante à la protection et à la solidarité, et qu'elle peut traduire ce choix dans un agenda substantiel¹. C'est là un enjeu à la fois démocratique, économique et social.

Penser, enfin, sa puissance ?

Ce faisant, l'UE ne peut adopter une attitude de repli sur ses propres maux. Elle doit également réviser sa place dans le monde et acquérir une vision plus réaliste de ses intérêts. D'où la question, à nouveau posée, de la puissance. Il s'agit là à la fois d'un thème central de l'agenda politique du président Macron, qui a essayé de rallier à cette idée d'autres dirigeants européens, en particulier la chancelière Merkel, et d'un sujet marqué par la controverse, notamment autour de l'avenir de la relation avec les États-Unis et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

L'épidémie du Covid-19 a démontré l'étendue des interdépendances (masques, vaccins...) qui résultent d'une mondialisation sans limites, et fait prendre conscience à l'opinion publique européenne de l'émergence d'un monde où la compétition de puissance était de retour, comme la prééminence de la force sur la norme. Un monde marqué par le retour de projets néo-impériaux et par la valorisation de la souveraineté des États par rapport à celle des peuples. Dans cet environnement international plus incertain, l'Europe ne peut en rester à un projet essentiellement économique, à l'image de la Commission qui n'est compétente ni en matière de politique étrangère ni en matière de politique de sécurité et de défense. Les Européens doivent accroître leur autonomie stratégique, c'est-à-dire leur capacité à décider par et pour eux-mêmes. Ce thème de la puissance porte aussi sur la capacité de l'UE à se projeter en tant qu'acteur capable d'affirmer et de défendre ses valeurs et ses intérêts dans le monde, en particulier dans les espaces où s'exprime la compétition stratégique, tels que la région de l'Indo-Pacifique.

S'approprier des priorités partagées

Troisième élément du triptyque, l'appartenance se décline dans une double dimension. Compte tenu du contexte électoral français durant la future présidence, l'appropriation des thèmes portés par cette présidence ne pourra être atteinte qu'avec un soutien politique transpartisan. Dans cet objectif, a été constitué un comité de suivi de la présidence française de l'UE, chargé de déterminer des priorités partagées et d'éviter les suspicions de récupération politique. En tout état de cause,

1. É. Borne et C. Beaune, « L'heure est venue de renforcer l'Europe sociale », *Le Monde*, 9 mai 2021.

il sera sans doute difficile de dissocier le bilan de la présidence du Conseil européen de celle du candidat Macron, tant l'Europe s'impose comme l'un des thèmes centraux du quinquennat du président sortant.

L'appartenance est aussi une question de culture. Les domaines de la culture et de l'enseignement, souvent délaissés dans le cadre européen, demeurent essentiels pour contribuer à définir un sentiment commun. Un effort particulier devrait être fait en faveur de ces domaines durant la présidence française. À cet effet, un comité culturel sera institué, pour faire vivre l'Europe dans toute la France dès 2021, à travers une large gamme d'activités englobant spectacle vivant, création plastique et littéraire, audiovisuel ou encore débat d'idées.

Ces trois thèmes de l'agenda de la présidence française touchent à des sujets complexes et diversifiés, qui n'ont de surcroît pas toujours la même signification pour les autres États membres, à l'instar de la notion de puissance, qui demeure pour beaucoup un sujet difficile, notamment en Allemagne. Pour assurer une diffusion large de ces idées et réunir les conditions d'un consensus entre Européens, il sera essentiel d'assurer une bonne articulation avec d'autres initiatives européennes, qui arriveront à maturité sous présidence française.

Deux projets phares

La Conférence sur l'avenir de l'Europe, amorcée au printemps 2021, devrait se conclure sous présidence française au printemps 2022. Il s'agit d'un large exercice de consultation associant citoyens, sociétés civiles et parlements nationaux, que le Premier ministre portugais Antonio Costa – président en exercice du Conseil de l'UE – a qualifié en 2021 de « conférence des citoyens, avec les citoyens, pour les citoyens ». Une plateforme numérique a été lancée en avril 2021 par la Commission, afin de recueillir les contributions. Une synthèse sera effectuée au terme de l'exercice, qui se veut ouvert, hors de tout objectif de révision des institutions ou des traités. Au nombre des questions déjà évoquées par certains responsables européens, figurent notamment l'Europe de la santé, la question de l'unanimité au Conseil en matière de politique étrangère, le concept de *Spitzenkandidat*, ou encore le droit d'initiative du Parlement européen...

La « Boussole stratégique », projet lancé sous présidence allemande, devrait aussi se conclure sous présidence française. À travers cet exercice, il s'agit pour les États membres de conduire une analyse commune à la fois des menaces sur lesquelles il est essentiel d'avoir une appréciation partagée et des réponses possibles, et de définir un consensus sur les capacités nécessaires. L'exercice de la « Boussole stratégique » entend donc créer un cadre commun, alimentant la réflexion autour d'une forme d'autonomie stratégique européenne.

Nourrir notre identité européenne, son imaginaire, ses symboles

S'agissant de la France, deux sujets peuvent ici déjà être identifiés : le statut de Strasbourg et la place de la langue française.

Comme l'a rappelé le président de la République à l'occasion du lancement de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, « Strasbourg, capitale de l'Europe, est un

symbole et nous ne construisons pas d'imaginaire européen, de sentiment d'appartenance commune, sans symboles ». La ville de Strasbourg, capitale européenne, sera centrale dans les événements de la présidence française, mais aussi dans le cadre des travaux de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

La France entend également saisir l'opportunité de la présidence du Conseil pour défendre l'usage du français dans l'UE et promouvoir la francophonie dans une Union post-Brexit. Comme le rappelaient Clément Beaune et Jean-Baptiste Lemoyne², la présidence française « sera pour la France l'occasion de porter haut ce combat vital pour le plurilinguisme » et d'enrayer le déclin du français dans les instances européennes. C'est dans cet objectif qu'a été constitué un Groupe de travail pour la francophonie et le plurilinguisme au sein des institutions européennes. Composé de personnalités aux origines et aux parcours variés, ce groupe de travail formulera des propositions concrètes : définition d'exigences linguistiques supplémentaires pour les candidats aux concours de la Commission européenne; moyens de garantir le respect du multilinguisme dans la communication des institutions; fléchage des subventions européennes selon un critère de respect du plurilinguisme... Un rapport sera rendu à l'occasion de la Journée européenne des langues, le 26 septembre 2021.

Même si le programme détaillé de la présidence française ne doit être présenté qu'en fin d'année, quelques événements mériteront une attention particulière, au regard de l'influence qu'ils pourraient avoir sur cet agenda. En premier lieu, le rythme auquel les États membres parviendront à sortir de la pandémie de Covid-19 et à reprendre une vie normale sera déterminant par rapport aux objectifs fixés. La coalition qui formera le nouveau gouvernement allemand, à l'issue des élections de septembre 2021, constituera également une donnée importante. En particulier, le score réalisé par les Verts, voire la possibilité que le futur chancelier sorte de leurs rangs, influencera l'agenda européen des prochaines années, ainsi que la relation franco-allemande.

Enfin, certains dossiers pourraient prendre une importance particulière durant la présidence française, à l'instar de la ratification de l'accord entre l'UE et la Chine sur les investissements, dont la négociation s'est conclue en décembre 2020. Cet accord a été controversé dès le départ, et le durcissement qui a marqué ces derniers mois les relations entre l'UE et la Chine ne facilite pas l'émergence d'un consensus, ce qui pourrait nécessiter une intervention de la présidence en exercice.

É.-A. M.

Pour en savoir plus

- Y. Bertoincini et T. Chopin, « Macron l'Européen : de l'*Hymne à la joie* à l'embarras des choix », *Le Débat*, vol. 208, n° 1, janvier-février 2020.
- C. Mölling et T. Schütz, « The EU's Strategic Compass and Its Four Baskets: Recommendations to Make the Most of It », *DGAP Report*, n° 13, DGAP, novembre 2020.
- « Plan de relance pour l'Europe », Commission européenne, 2020.

2. J.-B. Lemoyne et C. Beaune, « La présidence française de l'Union européenne est une opportunité historique pour la francophonie », *Le Figaro*, 8 avril 2021.